



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES POLITIQUES AGRICOLES À TRAVERS LE MONDE

<http://agriculture.gouv.fr/politiques-agricoles-fiches-pays>



Jordanie

2023

Contexte agricole et relations internationales

PRINCIPALES DONNÉES	UNITÉS	JORDANIE	FRANCE
Superficie	km ² - 2021 ⁽²⁾	89 320	543 965⁽¹⁾
Population	Mhab - évolution 2021/2022 ⁽²⁾	11,3 +1,2%	67,9 +0,3%
Indice de développement humain (IDH)	2021 ⁽³⁾	0,720 102 ^e rang mondial	0,903 28 ^e rang mondial
Produit intérieur brut (PIB)	MdUSD courants - 2022 ⁽²⁾	47,5	2 780
Taux de croissance du PIB	% - 2021/2022 ⁽²⁾	+ 2,5	+ 2,6
PIB / habitant	USD courants - 2022 ⁽²⁾	4 204	40 963
Part de l'agriculture dans le PIB	% - 2022 ⁽²⁾	4,7	1,8
Surface agricole utilisée (SAU) ⁽⁴⁾	Mha - 2021 ⁽⁵⁾	1,03	28,6
Surface arable	Mha - 2021 ⁽⁵⁾	0,2	17,9
Surface forestière	Mha - 2021 ⁽²⁾	0,1	17,3
Balance commerciale tous secteurs	France : Md€ - 2022 ⁽⁶⁾ Jordanie : MdUSD - 2022 ⁽⁷⁾	-15	-194,9
Balance commerciale agricole et agroalimentaire ⁽⁸⁾	France : Md€ - 2022 ⁽⁶⁾ Jordanie : MdUSD - 2022 ⁽⁷⁾	Export : 1,5 Import : 5,9 Solde : -4,4	Export : 83,2 Import : 73,7 Solde : +9,5
Exportations et importations agricoles et agroalimentaires ⁽⁸⁾ entre les deux pays	M€ - 2022 ⁽⁶⁾ Variation 2021-2022	France depuis Jordanie : 3,6 -25,1%	France vers Jordanie : 67,9 +77,9%
Part du flux bilatéral dans les importations agricoles et agroalimentaires ⁽⁸⁾	2022 ^{(6) (7)}	<0,01% des importations françaises 138^e fournisseur de la France	1,5% des importations jordaniennes 14^e fournisseur de la Jordanie
Part du flux bilatéral dans les exportations agricoles et agroalimentaires ⁽⁸⁾	2022 ^{(6) (7)}	0,08% des exportations françaises 79^e client de la France	0,3% des exportations jordaniennes 24^e client de la Jordanie

1. 543965 km² pour la métropole, la surface Outre-mer est de 89242 km² pour les seuls DROM (Source IGN 2016) et monte à environ 113000 km² au total.

2. Banque mondiale

3. Rapport sur le développement humain 2021/2022

4. La surface agricole utilisée (SAU) comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

5. FAO

6. Douanes françaises, Trade Data Monitor

7. Douanes jordaniennes, Trade Data Monitor

8. N'incluant pas le machinisme agricole et agroalimentaire, le bois et dérivés, les engrais et produits phytosanitaires, et le biodiésel

Ce qu'il faut retenir

■ Avec 90% de son territoire considéré comme aride, la Jordanie est un pays soumis à de fortes contraintes naturelles où l'agriculture occupe une part restreinte (4,7%²) dans l'économie. La forte pression démographique, notamment liée à la présence de plusieurs millions de réfugiés syriens et palestiniens, rend le pays d'autant plus vulnérable aux problématiques d'autosuffisance alimentaire, dont le ratio se situe entre 3 et 5% (2,5% pour le blé en 2020³).

■ Avec une forte stabilité politique, la Jordanie est considérée comme un des pays les plus favorables de la zone pour les affaires.

■ La Jordanie exporte une part importante de ses productions à forte valeur ajoutée, tels que les fruits, notamment les olives, et les légumes. En parallèle, une agriculture familiale de populations parfois nomades se déploie, tirant ses principaux revenus de l'élevage qui représente 55 % en valeur de la production agricole du pays.

■ Les opportunités commerciales dans le secteur agricole sont importantes malgré une présence ancrée des États-Unis, de la Chine et de l'Arabie saoudite. En dépit de droits de douanes plus élevés que la moyenne mondiale, notamment sur les produits agricoles, la Jordanie est considérée comme un pays libéral pour sa politique commerciale.

■ Le pays dispose depuis 2002 d'un Accord d'association avec l'Union européenne.

Production agricole, pêche, aquaculture et forêt

La Jordanie s'étend sur près de 9 Md'hectares, dont 199 200 ha de terres arables sur les 1 Md'ha de terres agricoles en 2021³ et 97 500 ha de surface forestière². La population jordanienne a doublé entre 2000 et 2020 et compte 11,3 millions d'habitants en 2022, dont 9% se situent en zone rurale.

Le PIB par habitant atteint 4 204 USD en 2022² et le taux de personnes de plus de 15 ans sans activité professionnelle est parmi les plus élevés du monde, dépassant les 18% en 2019⁴. L'accroissement démographique de quelque 2,5% par an est à l'évidence un lourd facteur de pression. Il participe du phénomène de transition démographique auquel s'ajoutent des événements géopolitiques régionaux : après les exodes palestiniens de 1948 et de 1967, ce sont des migrants irakiens qui ont gagné le pays depuis 2003, auxquels se sont ajoutés récemment des migrants libyens et syriens. D'après le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, un tiers de la population jordanienne était immigrante en 2020 (33,9%). Les migrants viennent principalement de Palestine (2 272 411 personnes), de Syrie (698 701 personnes), d'Irak (206 047 personnes) et d'Égypte (101 340 personnes).

La part de l'agriculture dans le PIB est faible (4,7% en 2022), mais est en forte croissance puisqu'elle a augmenté de 35 % depuis 2012⁵. Le secteur agricole emploie 3% de la main-d'œuvre du pays, majoritairement des travailleurs immigrés, souvent originaires d'Égypte et de Syrie. En 2019, 92,1% de cette main-d'œuvre était informelle, contre 51,1% dans les autres secteurs de l'économie.

La Jordanie ne bénéficie pas de conditions climatiques favorables à l'agriculture puisque 90% du territoire est considéré comme aride. Couplé à une réduction des terres arables due à une urbanisation croissante et une forte croissance démographique, la demande annuelle en produits importés augmente chaque année.

La majorité de l'activité agricole se situe dans les hauts plateaux du Nord et de l'Ouest de la Jordanie et dans le désert de Badia oriental. La vallée du Jourdain est la partie la plus fertile du pays et se caractérise par des températures clémentes en hiver par rapport au reste du Royaume. Les hauts plateaux s'étendent du nord au sud dans la partie occidentale de la Jordanie, entre 600 et 1500 mètres au-dessus du niveau de la mer, et reçoivent la plus grande

2. Banque mondiale (2022)

3. FAO

4. ILO, Key Indicators of the Labour Market (KILM), Labour Market Report Jordan - 2020 (ulandssekretariatet.dk)

5. Jordan - Place Explorer - Data Commons

quantité de pluie en Jordanie. Le désert oriental couvre environ 88% de la superficie totale du pays. Avec une moyenne de seulement 150m³ d'eau par an et par habitant, **la Jordanie fait partie des pays au monde les plus mal dotés en eau.**

Principales cultures

Les cultures pérennes représentent 36% de la surface agricole du pays, tandis que les cultures non-pérennes représentent plus de 140 000 ha. Environ 36% des surfaces sont irriguées : 6% pour les grandes cultures, 90% pour les légumes et 54% pour les arbres fruitiers.

Cultures pérennes

La production majoritaire en Jordanie en termes de surfaces et de valorisation est l'**olive**. Elle représente près de **26% des surfaces agricoles cultivées**. La production, bien que vulnérable en raison notamment des conditions climatiques, a presque doublé entre 2015 et 2019 et dépasse aujourd'hui les 200 000 tonnes. Le pays lui consacre même un festival national annuel à Amman. La Jordanie est également un pays producteur d'**agrumes** avec environ 100 000 t par an et un remplacement progressif des surfaces en mandarines au profit des citrons. Les autres productions principales étaient en 2019 les pêches (60 000 t), les raisins (50 000 t), les bananes, les abricots, les pommes et les dattes (entre 20 et 30 000 t).

Cultures non-pérennes

Les surfaces en cultures non-pérennes se divisent en 100 000 ha de **grandes cultures** et 33 000 ha de **légumes**. Il est à noter que 62% de ces surfaces sont consacrées à l'orge, qui est en majorité consommé comme pâturage à un stade précoce de développement.

La quantité d'**orge** produite atteint plus de 66 000 t en 2019, tandis que le pays produit 21 000 t de **maïs**. Avec une production de 26 000 t de **blé**, le pays reste absolument **dépendant des importations de céréales** et d'alimentation animale: les quantités produites et importées sont sans commune mesure. En effet, selon l'USDA, le pays aurait importé en 2020/21 près de 1,2 Mt de blé, 750 000 t d'orge et 900 000 t de maïs⁶.

La Jordanie est également productrice de légumes. La première production du pays en volume est la **tomate**, avec plus de 600 000 t en 2019 et une forte variabilité interannuelle (830 000 t en 2016). Le pays produit également plus de 180 000 t de **concombres**, 170 000 t de **pommes de terre** et près de 100 000 t de **melons**. Le pays a par ailleurs une production très diversifiée et possède une balance commerciale positive de plus de 100 M€ dans le secteur

légumier, contrairement au secteur agricole dans son ensemble qui affiche une balance commerciale structurellement déficitaire (cf. *Balance agricole et agroalimentaire jordanienne*).

Élevage

L'élevage est l'une des activités les plus importantes du secteur agricole pour sa contribution à l'emploi. Il est considéré comme la principale source de revenus pour un nombre considérable de populations rurales et nomades. Il fournit également aux citoyens des produits de base. L'élevage concentre 55% de l'activité agricole totale, avec pour principales productions les **volailles** (250 M de poulets), les **ovins** (3 M de têtes) et les **caprins** (760 000 têtes). Les niveaux de production en céréales rendent le pays extrêmement **dépendant des importations d'alimentation animale**. Le cheptel de bovins est particulièrement réduit avec environ 80 000 têtes, pour une production de 320 000 t de lait en 2018. La production d'œufs a atteint 1,25 Md d'œufs en 2020 (représentant 125% des besoins du pays, dont 300 M ont été exportés), avant de chuter à moins de 850 000 en 2021. La production de lait de brebis est également en forte croissance, avec une augmentation de 42% sur les dix dernières années.

Pêche et aquaculture

Avec 27 km de côtes longeant la mer Rouge, la Jordanie a capturé 584 tonnes de poissons en 2020, d'après la Banque mondiale. Le port d'Aqaba est le lieu où toutes les captures sont débarquées et une grande partie est exportée vers la capitale, Amman.

En 2021, la **production totale de poissons** s'établissait à 2 810 tonnes, dont 2 145 tonnes issues de l'aquaculture (76%) et 665 tonnes issues de la pêche (24%). Si le volume annuel de capture est relativement stable ces dernières années (646 tonnes en 2014), la **production aquacole a fortement augmenté** (900 tonnes en 2014). Les principales espèces élevées sont le Tilapia et les Carpes. Débutant dans les années 1960, ce secteur est notamment implanté dans les régions du nord de la vallée du Jourdain. En septembre 2023, le gouvernement jordanien a annoncé un plan en faveur du développement de la filière aquacole, de la production à la commercialisation, avec l'objectif que la production locale puisse répondre aux besoins du marché intérieur.

Toutefois, le manque de ressource hydrique, les coûts élevés de la nourriture, le manque de connaissance sur le management des exploitations aquacoles et de formations sont les principaux défis de ce secteur. De plus, la

6. Jordan: Grain and Feed Annual | USDA Foreign Agricultural Service

7. FAO

population jordanienne a une forte préférence pour les produits marins plutôt que les poissons d'eau douce. La compétition spatiale avec le tourisme et les voies maritimes n'encourage pas le développement de l'aquaculture marine. En 2020, la valeur des importations de produits halieutiques était de 62 MUSD (soit 57,7 M€) selon UN Comtrade.

En 2016, la consommation annuelle de poissons et produits de la mer par habitant était de 4,6 kg⁸, ce qui est relativement faible en comparaison à la consommation moyenne mondiale qui était de 20,5 kg par personne en 2019 (de 34,2 kg en France)⁹.

Forêt

En 2021, la Jordanie compte 97 500 ha de forêt¹⁰, occupant **1,1% du pays**. Entre 2000 et 2020, la Jordanie a connu une augmentation de 826 ha en couverture végétale¹¹, soit 10%. Ces chiffres restent faibles. En effet, la Jordanie se classe 181^e sur 195 dans le monde pour le pourcentage de couvert forestier¹².

Industries agroalimentaires

En 2019, avec près de 600 PME et grandes entreprises, employant près de 50 400 personnes, ainsi que plus de 2 000 TPE, le secteur jordanien de l'agroalimentaire est un **acteur important de l'économie nationale**¹³, en croissance de 0,4% par rapport à 2018. Le secteur agricole et agroalimentaire représente **4,7% du PIB** du pays en 2022¹⁰.

Le marché régional des pays arabes reste le principal marché d'exportation pour les produits transformés de la Jordanie, représentant plus de 75% de ses exportations de produits alimentaires transformés. Les 25% restants sont principalement partagés entre l'Amérique du Nord et l'Europe¹⁴.

Avec des terres et des ressources limitées, ainsi qu'une population croissante, les ingrédients demandés par le secteur agroalimentaire jordanien représentent une **excellente opportunité pour les exportateurs français**. En 2020, la Jordanie a importé pour 4 milliards de dollars¹⁵ (soit 3,7 Md€) de produits alimentaires bruts destinés à l'industrie agroalimentaire locale. Sa dépendance au blé atteint ainsi les 90%.

Distribution

En 2018, le secteur de l'alimentation au détail en Jordanie représente environ 2,2 milliards de dollars. Les consommateurs à revenu élevé stimulent la demande de produits importés, tandis que les consommateurs à revenu moyen et faible se concentrent sur les produits nationaux. Les consommateurs de la capitale et des autres grandes villes font leurs achats dans des supermarchés et hypermarchés. Les **points de vente traditionnels restent toutefois majoritaires**, représentant 85% du total des points de vente et 90% des ventes totales. Les principaux distributeurs sont Carrefour, Safeway-Sultan, JMSSC (*Military Society*) et JCSS (*Civil Society*).

Politique agricole et de développement rural

La Jordanie est aujourd'hui un **grand importateur de produits agricoles**, ce qui n'a pas toujours été le cas. Ainsi dans les années 1960, elle était exportatrice nette de blé. L'occupation israélienne de la Cisjordanie ainsi que l'émigration des travailleurs agricoles jordaniens au milieu des années 1970 vers les villes et les pays frontaliers ont accéléré le **déclin de l'agriculture du pays**.

Cependant, le Royaume se dote régulièrement de **politiques agricoles ambitieuses**. En 1996, le corps législatif promulgue la «Charte de la politique agricole» qui institutionnalise la réforme politique entreprise dans le cadre du programme de restructuration et établit des objectifs à long terme pour le secteur agricole et les politiques agricoles du Royaume¹⁶. Globalement, l'idée est de limiter le

8. World Aquaculture Society | Meeting Abstract | AQUACULTURE IN JORDAN (REVIEW) (was.org)

9. The State of World Fisheries and Aquaculture 2022, FAO

10. Banque mondiale

11. Jordan Deforestation Rates & Statistics | GFW (globalforestwatch.org)

12. Liste des pays par superficie forestière - Wikipédia (wikipedia.org)

13. <https://www.jci.org.jo/ChamberSector/80070/عاطق-يؤيد-تطوير-القطاع-الزراعي-في-الاردن>

14. JORDAN'S FOOD PROCESSING SECTOR ANALYSIS AND STRATEGY FOR SECTORAL IMPROVEMENT GIZ JORDAN

15. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000119472/download/>

16. Soliman, I.; Mashour, A. (2012). National agro-food policies in Jordan. Report on global and sectorial policies in the MPCs and in the EU. WP2T2: A review of the national and international Agro-food policies and institutions in the Mediterranean Region. Synthesis, pp. 251-328.

rôle du gouvernement dans l'agriculture à la fourniture d'un soutien institutionnel tel que la vulgarisation, la recherche et les investissements dans les infrastructures. Cela a été suivi d'un **programme de privatisation** mis en œuvre au début des années 2000 renforçant ainsi le mouvement global amorcé dans le secteur.

Le secteur agricole a connu de faibles taux de croissance au cours des cinq dernières années et n'a contribué qu'à hauteur de 4,3% à 4,7% au PIB - cette part était de 40% dans les années 1950. S'il existe environ 100 000 propriétaires terriens en Jordanie, 74% d'entre eux possèdent 8,3% des terres, alors que les 0,7% plus grands propriétaires terriens possèdent 41% des terres.

Aujourd'hui, le pays ne produit plus que 3 à 5% de ses besoins alimentaires. La pandémie de Covid-19 a révélé que cette grande dépendance aux importations pourrait mettre en péril la sécurité alimentaire du pays. Le gouvernement ambitionne d'augmenter la **production agricole de plus de 20% d'ici fin 2023** par rapport au niveau de 2020 dans le programme de priorités économiques pour 2021-2023, qui vise à soutenir la croissance économique et la reprise après la pandémie de Covid-19. Le *National Plan for Sustainable Agriculture (2022-2025)* lancé au début de l'année 2022 finance avec le secteur privé la construction de différents projets à hauteur de 389 MJD, soit près de 500 M€. Ce plan vise l'augmentation de la productivité du secteur et l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs en réduisant les coûts de production (prêts préférentiels, rupture des monopoles, ...)¹⁷.

Structuration des agences gouvernementales

L'Organisation jordanienne de normalisation et de métrologie (JSMO) est chargée d'élaborer des normes et d'assurer la conformité des produits aux normes existantes. La

JSMO délègue les responsabilités en matière de contrôles de produits alimentaires et agricoles à l'Administration jordanienne des aliments et des médicaments (JFDA). Ainsi, en ce qui concerne le secteur agricole et agroalimentaire, la JFDA reste responsable de l'élaboration des normes (y compris pour les aliments) et de la conformité aux normes.

Situation alimentaire et subventions

Selon le *Global Food Security Index*¹⁸, les infrastructures agricoles de la Jordanie représentent une force. La construction phare du pays est le canal du Roi Abdallah, achevé en 1961 et amélioré à plusieurs reprises jusqu'en 1987. Utilisé pour les usages domestiques de l'aire urbaine d'Amman, il permet également l'irrigation de terres dans l'Ouest du pays. **Les défauts structurels de l'agriculture reposent principalement sur la volatilité de la production agricole et les manques d'investissement dans la recherche et développement.**

Les conséquences alimentaires des problématiques multifactorielles de l'agriculture en Jordanie sont importantes. La prévalence de la malnutrition repart à la hausse de façon plus marquée depuis le début du conflit syrien en 2011. Le programme de subventionnement du pain a été remplacé en février 2018 par des mesures de soutien ciblées. Le nouveau mécanisme fournit une aide en espèces de près de 250 millions de dollars à plus de 6 millions de Jordaniens et de réfugiés palestiniens par le biais d'un système inspiré du Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) du Département d'Agriculture des États-Unis, permettant le paiement des denrées alimentaires de base via une carte électronique (comme support des prestations sociales).

Échanges commerciaux

Balance agricole et agroalimentaire jordanienne⁽¹⁹⁾⁽²⁰⁾

La **balance commerciale globale jordanienne est largement déficitaire** (-15 MdUSD en 2022), tout comme celle du secteur agricole et agroalimentaire (-4,4 MdUSD en 2022). En effet, la Jordanie a exporté pour 1,5 Md USD de produits agricoles et agroalimentaires en 2022, alors qu'elle en a importé 5,9 Md USD la même année.

Plus précisément, en 2022, la Jordanie a exporté 178,9 MUSD de **fruits**, 171,7 MUSD d'**animaux vivants**, 80,3 MUSD de **préparations et conserves de viande**, 76,8 MUSD de préparations alimentaires, 73,4 MUSD de tomates, 69,9 MUSD de légumes frais, 67,6 MUSD de café, thé et épices (dont 30 MUSD de thé et 18,8 MUSD de café), 63,6 MUSD de légumes préparés ou conservés et 62,6 MUSD de préparations pour l'alimentation animale. Son premier client

17. National plan sustainable agriculture launched, Jordan Times, 16 janvier 2022

18. <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index/Country/Details#Jordan>

19. N'incluant pas le machinisme agricole et agroalimentaire, le bois et dérivés, les engrais et produits phytosanitaires, et le biodiésel

20. Douanes jordaniennes, Trade Data Monitor

est l'**Arabie saoudite** (33,7% de ses exportations), loin devant l'**Irak** (11,8%), le **Koweït** (7,9 %), les Émirats arabes unis (7,1%), le Qatar (5,8%) et la Syrie (4,2%). **La France est son 24^e client** et représente 0,32% des exportations jordaniennes du secteur.

Un enjeu commercial clé pour le pays et la région consiste en la reconstruction des relations diplomatiques avec le régime syrien. Le point de passage avec la Syrie est considéré comme l'un des carrefours les plus importants du Moyen-Orient. Il assure une liaison entre la Méditerranée et le Golfe persique et voyait transiter quelques 7 000 camions par jour au début de la crise syrienne. Malgré la réouverture de certains postes frontières en 2018, les échanges n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant crise.

Les importations agricoles et agroalimentaires jordaniennes sont principalement constituées de **viandes et abats** (pour 460,4 MUSD en 2022), de **blé dur** (424,7 MUSD), d'**orge** (421,1 MUSD), d'animaux vivants (410,8 MUSD), de fruits (338,4 MUSD), de maïs (306,4 MUSD) et de riz (258,6 MUSD). Ses principaux fournisseurs sont la **Roumanie** (14,2% de ses importations), l'**Arabie saoudite** (9,6%), l'**Argentine** (7,8%), le Brésil (6,6%), l'Inde (6%) et l'Égypte (4,5%). **La France est son 14^e fournisseur** et représente 1,52% des importations jordaniennes du secteur.

Échanges commerciaux entre la France et la Jordanie ⁽²¹⁾⁽²²⁾

Tous secteurs confondus, la Jordanie est importatrice nette de biens depuis la France. Cependant, le solde global s'est fortement réduit depuis 2012, passant de +331 M€

à +185 M€ en 2021. L'évolution de ce solde traduit en réalité la seule baisse des exportations françaises, qui sont passées de 344 M€ en 2012 à 218 M€ en 2021, alors que les exportations jordaniennes vers la France, bien que faibles, sont relativement stables. La balance commerciale entre les deux pays s'est toutefois améliorée au bénéfice de la France en 2022 pour atteindre +274,5 M€, grâce à une forte augmentation des exportations françaises vers la Jordanie (322 M€ en 2022).

En 2022, **la France a exporté vers la Jordanie 67,9 M€** de produits agricoles et agroalimentaires²¹, en augmentation de 77,9% par rapport à 2021 et de 75,9% par rapport à 2020, avec une forte hausse des exportations d'orge, de tabacs, de spiritueux, de sucreries ou encore de produits de la boulangerie. En valeur, les principales exportations de la France vers la Jordanie concernent l'**orge** (pour 23,3 M€), loin devant les **extraits de malt** (6,6 M€), les préparations pour l'**alimentation animale** (6 M€), le beurre (4,5 M€), les spiritueux (4 M€), les préparations alimentaires (3,4 M€) et les semences de pomme de terre (2,9 M€). La Jordanie constitue le 79^e client de la France et représente 0,08% des exportations françaises du secteur²².

Par ailleurs, **la France a importé depuis la Jordanie 3,6 M€** de produits agricoles et agroalimentaires, en baisse de 25,1% par rapport à 2021 et en hausse de 1,5% par rapport à 2020. Il s'agit principalement de **fruits** (pour 1,5 M€, dont 1,3 M€ de dattes), de fruits préparés ou conservés (0,9 M€) et de légumes préparés ou conservés (0,5 M€). La Jordanie constitue le 138^e fournisseur de la France et représente moins de 0,01% des importations françaises du secteur.

Accords internationaux

La Jordanie est membre de l'Organisation mondiale du commerce (**OMC**) depuis 2000. Le pays interdit occasionnellement l'importation de produits spécifiques en raison de préoccupations sanitaires et phytosanitaires. La loi 13 de 2015 sur l'agriculture stipule que l'importation de produits alimentaires bruts et non transformés est soumise à l'octroi d'une licence d'importation par le ministère de l'Agriculture.

En 1997, le roi Hussein a signé le *Greater Arab Free Trade Agreement* (GAFTA), marquant le premier d'une série d'accords liés au commerce. Tout au long des années 2000, **la Jordanie a signé sept accords de libre-échange** (ALE), dont un **Accord d'association avec l'UE en 2002** et un ALE avec les États-Unis en 2000. Les liens économiques entre la

Jordanie et les États-Unis ont considérablement augmenté depuis l'accord: le commerce bilatéral est passé de 31 millions de dollars en 1999 à 1,1 milliard de dollars en 2011, et en 2014, le volume total des biens échangés entre les deux pays était de 3,45 milliards de dollars. Les États-Unis sont le premier client des produits jordaniens. Ils représentaient 23,7% du total des exportations en 2019. Ces accords font de son économie l'une des plus ouvertes du Moyen-Orient.

La Jordanie est membre de l'Organisation mondiale de la santé animale (**OMSA**), de la Convention internationale pour la protection des végétaux (**CIPV**), du **Codex Alimentarius**. Le pays n'est membre ni du G7 ni du G20. La Jordanie n'est pas signataire de l'Acte de Genève et

21. N'incluant pas le machinisme agricole et agroalimentaire, le bois et dérivés, les engrais et produits phytosanitaires, et le biodiésel

22. Douanes françaises, Trade Data Monitor

ne possède pas de réglementation nationale pour les Indications géographiques. La Jordanie est membre de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Le pays a également signé l'accord d'Agadir et intègre la zone pan-euro-méditerranéenne. La Jordanie n'est pas membre de l'initiative internationale 4 pour 1000 au niveau institutionnel, ni de l'initiative PREZODE.

Différends commerciaux

La moyenne des droits de douane appliqués est de 5,9% (contre 2,5% pour l'Union européenne en 2019)²³. La moyenne NPF²⁴ pondérée sur l'ensemble des échanges commerciaux s'élève à 9,1% et à 11,1% pour les produits agricoles²⁵.

Relations bilatérales

Il n'y a pas d'accord formel signé entre le ministère français de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) et son homologue jordanien, ni de groupe de travail agricole constitué formellement entre la Jordanie et la France.

Coopération sanitaire et phytosanitaire

Une mission d'appui au laboratoire central vétérinaire jordanien pour la mise en place de plans de surveillance et plans de contrôle des aliments (PSPC) des résidus dans l'alimentation a été réalisée par le MASA en 2021. Elle a permis de définir les besoins et de proposer une feuille de route de coopération.

La Jordanie est le 3^e client de la France s'agissant des plants de pomme de terre, avec un volume de l'ordre de 6000 tonnes, représentant deux tiers du marché jordanien.

Toutefois, près de 20% des lots ont été rejetés en 2021. Suite à ces rejets, la France a accueilli en septembre 2022 une délégation jordanienne pour un audit visant à présenter la qualité des contrôles phytosanitaires mis en œuvre sur les plants de pommes de terre français. Un accord a été trouvé pour la reconnaissance des analyses de laboratoires réalisées avant l'expédition et le non-renouvellement de celles-ci à l'arrivée.

Inspection des produits alimentaires à l'arrivée

Le Royaume maintient un système de taux d'inspection à trois niveaux pour les produits alimentaires importés, en fonction du risque sanitaire du produit. Un examen documentaire est obligatoire, quel que soit le niveau d'inspection:

- Produits à haut risque, taux d'inspection de 80 à 100% ;
- Produits à risque moyen, taux d'inspection de 25 à 50% ;
- Produits à faible risque, taux d'inspection de 5 à 10%.

23. Indicateurs de la Banque mondiale : <https://tradingeconomics.com/jordan/indicators-wb-data.html?g=agriculture>

24. NPF : Nation la plus favorisée, indicateur de l'OMC

25. Organisation mondiale du commerce : https://www.wto.org/english/thewto_e/countries_e/jordan_e.htm

COPYRIGHT : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Europe et International de la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE).

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : Le Service Europe et International s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

RÉDACTION : Cette collection de fiches est coordonnée par le Bureau des exportations et partenariats internationaux (BEPI/DGPE). Leur rédaction est assurée par les conseillers aux affaires agricoles (CAA), les services des ambassades de France et les services centraux concernés. Les sources des données sont diverses et indiquées en notes de bas de page.